

Fanny Lederlin

Le mot « fraternité » porte un projet de société solidaire et respectueux de la dignité humaine

Le Parti socialiste, qui a placé son programme pour 2027 sous le mot d'ordre de « liberté », devrait plutôt choisir le troisième mot de la devise républicaine, estime la politiste

M ercredi 22 avril, le Parti socialiste (PS) a présenté, en vue de l'élection présidentielle de 2027, une « base programmatique » comptant « plus de 600 mesures » et se présentant comme une « boîte à outils pour un nouveau socialisme du XXI^e siècle ». L'ambition est grande. Non moins grand est le mot d'ordre sous lequel le PS a choisi de la placer, à savoir celui de « liberté ». « Rame-ner l'esprit de liberté à gauche, et en faire notre principal message contre le fata-lisme ambiant », proclame ainsi le parti. Conscient du paradoxe que recèle le fait de prendre pour étendard un mot que l'histoire politique de notre pays as-socie depuis plus de deux cents ans à la droite – la gauche étant, quant à elle, l'hé-ritière du deuxième mot de notre tripty-que républicain, celui d'« égalité » –, le PS se justifie par... ses échecs ! En résumé, les socialistes n'ayant rien pu faire depuis plus de quarante ans contre l'affaiblissement des services pu-blics et contre le « sentiment de déclasse-ment » des Français, et percevant l'at-trait des discours libertaires de la droite,

ils estiment n'avoir rien de mieux à faire que de défendre « la liberté de cha-cun de vivre sa vie, de choisir son destin, de ne pas se voir assigné à quelque condi-tion, ou d'être enfermé dans un par-cours ». N'y a-t-il donc eu aucun militant

LE MOT « ÉGALITÉ » A ÉTÉ GALVAUDÉ, PIÉTINÉ, ABÎMÉ, ET IL EST TROP ÉLOIGNÉ DE LA RÉALITÉ POUR REDEVENIR L'ÉTENDARD CRÉDIBLE DE LA GAUCHE RÉFORMISTE

pour signaler aux rédacteurs de ce pro-jet qu'ils reprennent les idées prônées par le candidat « ni de gauche ni de droite », Emmanuel Macron, en 2017 ? N'y a-t-il, par ailleurs, aucun socialiste en mesure de comprendre que, derrière le « sentiment de déclassement », se ni-che une hausse des inégalités bien réelle dans la société française, hausse que le déclin des services publics, bien réel lui aussi, ne fait qu'alimenter ? Et n'y a-t-il personne, parmi celles et ceux qui se réclament de la démocratie sociale, pour comprendre que le pro-bème auquel elle fait face actuellement n'est pas celui de l'« obsolescence » des principes qui fondent la Sécurité sociale, l'éducation nationale, la laïcité ou encore la décentralisation, mais leur abandon généralisé par une gauche qui, depuis des décennies, se révèle incapable de les faire coïncider avec une époque qu'elle a tout simplement cessé d'analyser, de sentir et de juger de manière sérieuse ?

Une immense responsabilité
Au-delà de cela, n'y a-t-il pas une femme ou un homme attachés à la gauche réfor-miste pour rappeler aux socialistes que ce n'est pas en « légalisant le cannabis » ou en « permettant le changement d'état civil libre et gratuit » (comme ils l'évo-quent pour illustrer cette « liberté de gau-che » dont ils se réclament), mais bien plutôt en replaçant le travail – ses condi-tions, ses finalités, sa contribution au type de société dans laquelle nous vivons – et l'éducation – son accès à tous, ses ver-tus égalisatrices et autonomisantes – au cœur de leur programme qu'ils renoue-ront avec le projet émancipateur qu'ils n'auraient jamais dû perdre de vue ? Dans un an, les Français éliront leur nouvelle présidente ou leur nouveau président de la République, et la seule question de ce scrutin sera de savoir quel parti affrontera l'extrême droite au se-cond tour. Cela nous confère à toutes et à tous une immense responsabilité. A droite comme à gauche, les querelles de personnes font rage. Elles trouveront leur résolution en temps et en heure,

mais le sujet du moment, celui sur lequel nous devons, nous citoyens, nous pro-noncer dès à présent, c'est celui des pro-grammes des partis censés nous repré-senter. Des programmes qui sont consti-tués de mots. Lesquels, en politique, contribuent à l'action, et même se con-fondent avec elle. Parlons donc des mots. Si les socialistes ont raison d'aller puiser dans notre devise républicaine le mot d'ordre qui pourrait leur permettre de re-tisser le lien avec les classes moyennes et populaires qu'ils ont perdues il y a si long-temps, ils ont tort de choisir « liberté » en croyant, tels des apprentis sorciers, qu'il leur suffira de voler la potion magique de la droite pour se faire élire et la mettre au service d'une politique de gauche. Nous savons que le mot « égalité » a été galvaudé, piétiné, abîmé, et qu'il est de toute façon trop éloigné de la réalité pour redevenir l'étendard crédible d'une gau-che réformiste. Cependant, il existe un troisième mot, un mot magnifique, qui porte un projet de société solidaire, res-pectueux de la dignité humaine et tenant compte des nouvelles vulnérabilités aux-quelles notre société vieillissante, sou-mise aux incertitudes d'un ordre mon-dial obscurci et d'une menace écologique persistante, est aujourd'hui confrontée. Ce mot, c'est « fraternité ». Une frater-nité trop longtemps oubliée qui pour-rait, en incluant désormais la « soro-rité » si nécessaire à notre XXI^e siècle, se présenter comme le nouveau socle sur lequel refonder l'égalité et d'où pourrait surgir une liberté collective compatible avec les liens d'interdépendance qui ca-ractérisent une démocratie vivante et une société viable. Alors, sociaux-démocrates, l'heure est trop grave : ne vous trompez pas de mot. ■

Fanny Lederlin est docteure en philo-sophie politique. Elle a notamment écrit « Il faut mener la bataille des mots » (revue « Etudes », PUF, avril)

Réchauffement, l'Europe à l'épreuve de ses contradictions

ANALYSE

P arler de la crise climatique en Eu-rope n'est plus une affaire de pro-jections. C'est un constat. Brutal, massif, et désormais impossible à reléguer dans le futur. Le dernier rapport de l'Organisation météorologique mondiale et du service Copernicus sur le changement climatique, élaboré par une centaine de scientifiques et publié le 29 avril, le confirme sans détour : l'Europe est l'épicentre du ré-chauffement mondial. Ce continent est celui qui se réchauffe le plus vite sur la planète, deux fois plus que la moyenne mondiale. Plusieurs facteurs expli-quent cette sombre performance : sa situa-tion géographique, des cercles vicieux clima-tiques, des modifications de circulation at-mosphérique, mais aussi une amélioration de la qualité de l'air qui, en réduisant les par-ticules réfléchissantes, accentue le réchauffe-ment. Un paradoxe qui implique de réduire encore davantage les émissions de gaz à effet de serre pour poursuivre la lutte contre la pollution, enjeu majeur de santé publique. L'année 2025 a multiplié les records. Elle fi-gure parmi les trois plus chaudes jamais en-registrées en Europe. Un chiffre est particu-lièrement éloquent : au moins 95 % du conti-nent a connu des températures supérieures à la normale. La chaleur a atteint jusqu'à

Les glaciers fondent partout, et le Groenland a perdu 139 milliards de tonnes de glace, l'équivalent de 100 piscines olympiques cha-que heure. Or la disparition des surfaces blanches accroît l'absorption de chaleur : le système s'autoalimente. Un autre basculement se joue au fond des mers européennes. La température de sur-face a atteint une valeur inédite et 86 % des zones maritimes ont subi des vagues de cha-leur fortes ou extrêmes, nuisant à la biodi-versité. Preuve d'un climat déstabilisé, l'Eu-rope s'assèche tout en restant exposée aux inondations et aux pluies diluviennes. Avec la chaleur et la sécheresse vient le feu. Plus d'un million d'hectares de forêts ont brûlé, un record. Les incendies détruisent des puits de carbone et émettent du CO₂ : là encore un cercle vicieux s'installe. **Double handicap** Ces indicateurs recouvrent un lourd bilan pour les sociétés européennes. Plus de 24 000 personnes sont mortes de la chaleur à l'été 2025, et plus de 62 000 l'année précé-dente. Entre 2021 et 2024, les catastrophes cli-matiques ont engendré entre 40 milliards et 50 milliards d'euros de pertes économiques par an, selon l'Agence européenne pour l'en-vironnement. Ces extrêmes pourraient faire perdre à l'Union européenne (UE) cinq points de produit intérieur brut d'ici à 2030.

combustion d'énergies fossiles (charbon, pé-trole et gaz). A cela s'ajoute une surchauffe at-tendue en 2026 et 2027 en raison du retour probable du phénomène naturel El Niño. La vulnérabilité européenne est parfois perçue comme injuste. Le Vieux Continent est celui qui a le plus réduit ses émissions de- puis 1990 et ne pèse désormais plus que 6 % dans les rejets mondiaux. Cette lecture oc-culte une responsabilité historique majeure. Les pays européens, qui ont bénéficié très tôt des énergies fossiles pour accroître leur ri-chesse, représentent le deuxième pollueur mondial depuis 1850 – derrière les Etats-Unis, mais devant la Chine. L'UE doit accélérer ses efforts. Elle s'est fixé un objectif parmi les plus ambitieux au monde : réduire ses émissions de 90 % d'ici à 2040 par rapport à 1990 – avec des flexibili-tés qui en amenuisent la portée. Reste à sa-voir si elle se donne tous les moyens d'y par-venir. Car, ces derniers mois, une partie du pacte vert européen a été remise en cause. Assouplissements sur la fin des voitures thermiques neuves en 2035, exemptions sur la taxe carbone aux frontières... la Commis-sion européenne a multiplié les concessions pour donner des gages à l'extrême droite et à une partie de la droite qui font de la transi-tion un bouc émissaire. La guerre au Moyen-Orient a mis en lu-mière le double handicap européen. L'UE est

pétrole et près de 90 % de son gaz. Les éner-gies renouvelables progressent – elles ont produit 46 % de l'électricité en 2024, contre 28 % pour les fossiles – mais le véritable défi réside désormais dans l'électrification des transports, des bâtiments et de l'industrie. Le plan d'électrification de l'économie, que la Commission doit présenter en juin, pour-rait amorcer cette accélération. Décarboner n'est plus seulement une nécessité climati-que : c'est plus que jamais une question d'indépendance. Réduire les émissions ne suffira pas. Le ré-chauffement produit déjà des dégâts irréver-sibles qui vont s'aggraver. L'UE doit donc prendre des mesures pour résister davantage aux chocs. Or actuellement, ses politiques d'adaptation au changement climatique sont insuffisantes, selon le Conseil scientifi-que consultatif européen sur le climat, l'équi-valent du Haut Conseil pour le climat fran-çais. Elles s'avèrent réactives et fragmentées, plutôt que préventives et systématiques. Dans ce domaine, comme dans celui de la réduction des émissions, l'UE progresse mais les impacts climatiques s'accroissent encore plus vite. Elle court après la crise climatique, alors que toutes les études le montrent : l'inac-tion coûte bien plus cher que l'action. Désor-mais, la question n'est plus de savoir s'il faut agir, mais à quelle vitesse l'Europe est capable de se transformer pour préserver sa souverai-

CE CONTINENT EST CELUI QUI SE RÉCHAUFFE LE PLUS VITE SUR LA PLANÈTE, DEUX FOIS PLUS QUE LA MOYENNE MONDIALE